

# les mines



La mine d'or Yanacocha au Pérou.

numéro 104

## n'y touchez plus!

pourquoi les institutions financières  
internationales doivent se retirer du forage,  
des pipelines et des mines



**Friends of  
the Earth**  
International



Friends of  
the Earth  
International



**les amis de la terre** Les Amis de la Terre International est le plus grand réseau mondial d'organisations environnementales de base, rassemblant 68 groupes membres nationaux et quelque 5 000 groupes de militants locaux dans tous les continents. Avec environ un million de membres et de sympathisants autour du monde, nous menons des campagnes sur les problèmes sociaux et environnementaux les plus urgents. Nous mettons en question le modèle actuel de mondialisation économique et commerciale, et promovons des solutions favorables à la création de sociétés permettant la durabilité de l'environnement et la justice sociale.

**les associations membres des amis de la terre:** Afrique du Sud, Allemagne, Angleterre/Galles/Irlande du Nord, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bénin, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Corée du Sud, Costa Rica, Croatie, Curaçao (Antilles), Danemark, Ecosse, El Salvador, Espagne, Estonie, Etats-Unis, Finlande, France, Georgia, Ghana, Grèce, Grenade (Antilles), Haïti, Honduras, Hongrie, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine (ancienne République Yougoslave de), Malaisie, Mali, Malte, Maurice, Népal, Nicaragua, Nigeria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République tchèque, Sierra Leone, Slovaquie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Ukraine, Uruguay.

*(Pour obtenir les coordonnées de ces associations, contactez le Secrétariat international du FoEI ou visitez notre site sur la toile)*

Publié en décembre 2003 à Amsterdam, Pays-Bas. ISBN: 90-0914913-9.

# link

je m'abonne !

Pour vous renseigner sur les campagnes mondiales les plus urgentes en matière sociale et environnementale et y participer, abonnez-vous à la série de publications *link* des Amis de la Terre International !

**frais d'abonnement** [4 numéros, port compris]  
**particuliers et ONG** us\$ 30  
**tiers monde/associations locales** us\$ 15  
**entreprises** us\$ 90

Pour le mode de paiement veuillez contacter le Secrétariat international du FoEI

**friends of the earth**  
*secrétariat international*

P.O.Box 19199  
1000 GD Amsterdam  
Pays-Bas  
Tél: 31 20 622 1369  
Fax: 31 20 639 2181  
E-mail: [info@foei.org](mailto:info@foei.org)  
Site web: [www.foei.org](http://www.foei.org)

**équipe éditoriale** Jun Saturay, Janneke Bruil, Ann Doherty.

**contributions** Amazon Watch, Alliance des Peuples de la Cordillère, Ian Crook (Rosia Montana, Roumanie), Leslie Fields (FoE Etats-Unis), Rod Harbinson (FoEI), Willemijn Nagel (FoE Pays-Bas) Francisco Ramírez (Sintramineral Colombia), Isaac Rojas (FoE Costa Rica), Jon Sohn (FoE Etats-Unis), Marijke Torfs (FoEI), Linas Vainius (FoE Lituanie).

**remerciements** Nous remercions Melanie Asuncion, Gari Bernal, Junier Bolivar, Susanne Breitkopf, la communauté de Choropampa, Andres Derzu, Jozsef Feiler, Aaron Goldzimer, Matilda Koma, Janet Lloyd, George Marshall, Jacklyn Membup, le Mineral Policy Institute, Greg Muttitt, Samuel Nguiffo, Nick Rau, Project Underground, Kate Walsh et Carol Welch.

A mesure que l'année 2003 tirait à sa fin, les rues de la Bolivie se remplissaient d'une foule indignée et désespérée, qui protestait contre l'exportation des réserves nationales de gaz. Le peuple bolivien est un des plus pauvres du monde, et manque souvent des services essentiels tels que l'eau et l'électricité. Pourtant, la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales prévoient la privatisation et l'exportation des ressources du pays, qui amènent la famine dans leur sillage.

*Les Amis de la Terre demandent à la Banque mondiale d'arrêter de financer des projets pétroliers, gaziers et miniers, lors de leur rencontre à Prague en septembre 2000.*

## n'y touchez plus !

préface de ricardo navarro, président des amis de la terre international



Des soulèvements comme celui de la Bolivie se produisent partout dans le monde. Les communautés n'acceptent plus l'imposition d'un modèle de développement qui s'est avéré avantageux essentiellement pour les sociétés transnationales. Les activités pétrolières, gazières et minières à grande échelle ont déjà apporté la misère dans les communautés et la dévastation dans l'environnement, et elles contribuent à aggraver les dangers du changement climatique. Or, en appuyant ces industries avec les deniers publics les institutions financières internationales prennent une part considérable dans cette dévastation.

En 2000, convaincu du besoin d'interrompre ce cercle vicieux, j'ai confronté au nom des Amis de la Terre International le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, avec les impacts tragiques des investissements de la Banque dans les domaines pétrolier, minier et gazier. Il m'a répondu qu'il allait faire évaluer le rôle futur de la Banque dans ces secteurs. Ces propos se sont matérialisés dans une évaluation des industries extractives (EIR), qui sera publiée fin 2003. Cette étude recommande que la Banque mondiale mette fin au financement de la houille et du pétrole, et que les communautés participent davantage à la prise de décisions. Il est important que la Banque mondiale et autres institutions financières internationales adoptent ces recommandations, et qu'elles prennent en outre des mesures fermes visant à éliminer progressivement l'extraction minière à grande échelle.

Les Amis de la Terre International, en coopération avec des communautés de tous les continents, a une longue histoire de campagnes autour de l'industrie minière et des mouvements de capitaux. La présente publication est notre propre évaluation des industries extractives. Nous pensons que la conclusion est claire comme le jour: les institutions financières internationales doivent supprimer au plus vite leurs investissements dans les secteurs des mines et des combustibles fossiles, car ces activités sont nuisibles. Il faut arrêter de subventionner les industries pétrolières, minières et gazières aux frais des gens et de l'environnement.

Des communautés du monde entier ont proposé de nombreuses alternatives qui pourraient conduire à des types de société équitables et durables. Nous mettons les gouvernements en demeure de réorienter leurs appuis vers de telles initiatives, et nous exhortons les gens, où qu'ils soient, à réfléchir de manière critique et créative à nos besoins véritables de consommation et de production.

Les Amis de la Terre International croient qu'il est grand temps que les institutions financières internationales et les pays qui les gouvernent abandonnent leur orientation archaïque vers la croissance fondée sur l'exportation, et commencent à respecter la diversité du monde. La suppression graduelle du soutien financier aux industries extractives serait un progrès important en direction de cet objectif.

# n'y touchez plus!

pourquoi les institutions financières internationales doivent se retirer du forage, des pipelines et des mines

## considérations générales

n'y touchez plus! préface	3
introduction	6
les impacts des opérations minières et de l'exploitation d'hydrocarbures	12
promesses rompues	26
recommandations	38
documents	42
glossaire	43

## études de cas



problématique d-6 le forage de pétrole dans la mer baltique 36

la lutte pour un avenir rose  
la mine d'or de rosia montana, en roumanie 20



quadruple pontage et  
le gazoduc ouest-africain 34



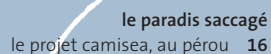
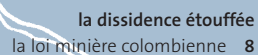
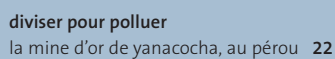
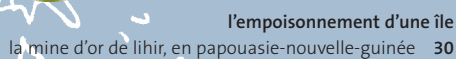
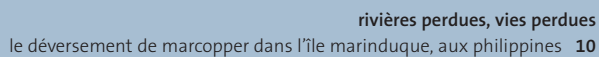
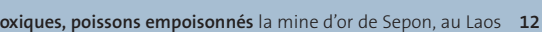
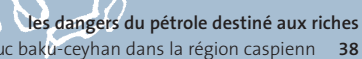
les moyens de vie pompés  
le projet d'oléoduc Tchad Cameroun 26



l'oléoduc

les rivières t







*Des femmes effeuillent du  
maïs à Luang Prabang, Laos.*



© rod harbinson

© janneke bruij

## introduction

Pour beaucoup d'entre nous, il serait impensable de vivre un seul jour sans le confort que les carburants fossiles, les métaux et les minéraux nous procurent. Presque tout ce que nous faisons ou utilisons est lié au pétrole, au gaz ou aux minéraux : les maisons, la nourriture, les boissons, les vêtements, les casseroles, les couteaux, les plats, les crayons, les stylos, le papier, le plastique, le verre, les voitures, les trains, les avions, les armes, les balles, les ordinateurs, les téléphones, les téléviseurs, les réfrigérateurs, les congélateurs, l'équipement des usines, les outils agricoles, les aiguilles, le fil, les cure-dents... La liste est interminable.

La production et la consommation de ces articles ont un coût très élevé. Le confort qu'ils fournissent et leur disponibilité à bas prix, que beaucoup considèrent comme la chose la plus naturelle, d'autres les ont payés très cher. Au nom du développement, les institutions financières internationales (IFI)<sup>1</sup> utilisent l'argent des contribuables pour soutenir l'exploitation du pétrole, du gaz et des ressources minérales.

Les institutions financières internationales ont contraint les gouvernements des pays pauvres à ouvrir leurs portes au financement étranger des industries extractives, et elles ont directement canalisé des milliards de dollars vers de grandes sociétés transnationales pour financer la construction de plateformes de forage, d'oléoducs et de grandes mines. Ainsi, tandis que la dette extérieure continue d'augmenter et que les bénéfices du développement de base restent encore à se matérialiser, le charbon, le pétrole, le gaz et les minéraux quittent ces pays. Ce modèle de développement fondé sur l'exportation a été dévastateur pour les communautés locales ; par suite de son application, la pauvreté monte en flèche et les écosystèmes sont ravagés. Les principales bénéficiaires de cet arrangement bancal sont les entreprises, qui ramassent des profits à la pelle.

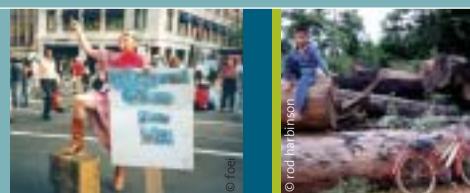
Il semble paradoxal que beaucoup de pays riches en ressources naturelles soient plus pauvres en termes monétaires que des pays moins bien lotis dans ce domaine. C'est que, en effet, les pays peu

Pourtant, les institutions financières internationales sont mandatées pour réussir exactement l'inverse. Leur mission est de soulager la pauvreté et de contribuer au développement durable. Les gouvernements donateurs qui dirigent l'investissement de ces institutions se sont tous engagés à éradiquer la pauvreté. L'évidence est écrasante que le financement de projets pétroliers, miniers et gaziers ne va absolument pas dans cette direction.

Tout en reconnaissant que l'extraction et la consommation de pétrole, de gaz et de minéraux ne peut pas se terminer du jour au lendemain, les Amis de la Terre International se sentent obligés de mettre en question les modèles actuels de production et de consommation, et leurs rapports avec les besoins réels du monde. Par exemple, environ 84% de l'or que l'on extrait à l'heure actuelle sont transformés en bijoux.<sup>2</sup> Les Amis de la Terre International sont persuadés que seul un changement radical de nos modèles de consommation permettra l'existence de sociétés durables du point de vue environnemental et équitables du point de vue social. Partout dans le monde, les communautés s'élèvent contre le pillage de leurs ressources et l'absence de bénéfices pour elles. Ainsi, l'île de Bougainville au Pacifique a subi une guerre atroce qui a décimé sa population, autour d'une mine d'or sous contrôle étranger. Plus récemment encore, beaucoup de Boliviens sont morts au cours d'émeutes populaires contre l'exportation des réserves gazières du pays.

Face aux énormes conséquences négatives des projets pétroliers, gaziers et miniers, les Amis de la Terre International affirment que les fonds publics ne devraient pas soutenir les intérêts des industries extractives mais financer uniquement des projets bénéficiant de façon claire et immédiate aux personnes marginalisées. Nous demandons donc que les prêts des IFI pour des projets et des programmes d'extraction pétrolière, gazière et minière soient graduellement supprimés. Les IFI devraient d'ailleurs assumer leur part de responsabilité dans l'héritage qu'elles ont laissé derrière elles dans la planète, par la réhabilitation d'aires dégradées, le paiement de

Manifestation au cours de la rencontre annuelle 2002 de la Banque mondiale.



Un garçon assis sur une pile de rondins dans une scierie de Sepon, Laos.

développés mais aux ressources abondantes sont forcés d'aliéner leurs richesses naturelles et de subir les effets adverses des industries extractives. Ces pays deviennent ainsi de simples pourvoyeurs de main d'œuvre et de matières premières bon marché, et trouvent rarement l'occasion d'y ajouter de la valeur pour créer des revenus qui resteraient chez eux. L'intervention des IFI dans ces pays n'a pas conduit à atténuer la pauvreté ni à augmenter les chances des gens d'obtenir des moyens de subsistance durables. Bien au contraire, l'investissement dans les industries extractives a démolé les bases des ressources naturelles dont dépend la survie des êtres humains.

compensations aux communautés lésées, et l'assistance transitoire aux travailleurs après la fermeture des projets.

Les Amis de la Terre International proposent enfin que les fonds prévus pour le développement durable soient destinés au financement d'initiatives décentralisées et participatives, telles que les sources d'énergie renouvelable, qui soient réellement avantageuses pour les gens et l'environnement, et qui permettent l'avènement de sociétés soutenables.

1] Dans cette publication, nous entendons par IFI toutes les banques multilatérales de développement et agences bilatérales de crédit à l'exportation (voir glossaire en page 43). Les études de cas présentées dans cette publication sont centrées uniquement sur l'assistance financière des investisseurs publics.

2] Seuls 4% de l'or extrait sont utilisés pour la frappe de monnaies et médailles, 6% pour l'équipement électronique, 2% sont destinés à des usages odontologiques et 3% à d'autres fins industrielles ou décoratives, suivant les données 1997 de l'Association écologique du Costa Rica AECO-AT. D'après Project Underground, les banques centrales et les IFI détiennent plus de 34 000 tonnes d'or, ce qui représente plus de 13 fois la production annuelle des mines du monde entier. Si cet or était vendu, il pourrait satisfaire la demande pendant plus de 8 ans.

*“A cause des menaces de mort et de la disparition de mon frère, nous avons été forcés de quitter notre parcelle, et d’abandonner tout ce que nous avions construit le long des années. Rien ne m’est resté, sauf le chagrin et la tristesse d’avoir perdu ma famille.”*

Elvia Quiroga. Son frère Edgar est l'un des dirigeants des travailleurs des mines disparus par centaines ces dernières années en Colombie.

étude de cas un

compagnies

anglo american [royaume-uni / afrique du sud]  
bhp billiton [australie]  
plusieurs autres sociétés minières

## la dissidence étouffée

la loi minière colombienne

Début novembre 2003, les dirigeants du syndicat colombien des travailleurs des mines ont demandé l’aide mondiale. La Banque mondiale, les multinationales minières et le gouvernement d’Alvaro Uribe Vélez avaient ordonné la liquidation complète du secteur minier de l’Etat, donnant ainsi carte blanche aux entreprises pour qu’elles s’emparent des ressources naturelles du pays. Les travailleurs des mines s’opposent farouchement à cette décision, qui rend encore plus dangereuse leur situation déjà vulnérable.

L’industrie minière a transformé radicalement la société colombienne. Avant la colonisation, les communautés indigènes utilisaient les minéraux avec parcimonie, dans les cérémonies religieuses, la guerre et la médecine. Au cours de l’invasion espagnole du début du XIXe siècle, les minéraux et les métaux furent pillés, fondus et exportés en Europe. Cette exploitation déclencha la décimation des populations autochtones dans les régions minières.

Depuis l’entrée en scène des institutions financières internationales dans les années 90, l’exploitation des ressources naturelles s’est intensifiée. En 1995, la Banque mondiale a imposé l’adoption, en Colombie et dans d’autres pays de la région, d’une nouvelle législation sur les mines. Les lois colombiennes ont été rédigées par la même firme engagée par Santa Fe, la société pétrolière propriété du président de l’époque, M. Pastrana. Les nouvelles lois ont cimenté la privatisation des organismes de réglementation étatiques, changé la définition de “propriété” des ressources naturelles, accordé aux entreprises privées le contrôle de l’environnement, accru la flexibilité du travail et transféré l’arbitrage des conflits à des tribunaux siégeant à l’extérieur du pays.





*Les projets miniers compromettent la subsistance des peuples autochtones U'wa de la Colombie.*



#### financement programmes d'ajustement structurel de la banque mondiale

Ces changements ont été suivis d'une augmentation alarmante des demandes de concessions minières. Ils ont également conduit à l'accélération de la paupérisation dans les régions minières du pays, provoqué en partie par la distribution inégale des royalties – d'à peine 0,4% – que les compagnies minières sont obligées de payer à l'Etat.

En 2003, la Banque mondiale a ordonné au président Uribe Vélez de vendre la compagnie minière nationale, MINERCOL. Cette privatisation va définitivement abolir le peu de pouvoir qui reste aux mains des organisations sociales pour essayer d'éviter les contrats miniers dangereux. Désormais, le sort des travailleurs colombiens des mines dépendra donc uniquement des multinationales, dont beaucoup ont gravement noirci l'histoire des droits de l'homme.

#### la violation des droits

Les interventions minières en Colombie se sont accompagnées de graves violations des droits économiques, sociaux, culturels et humains, et les changements prônés par la Banque mondiale ont approfondi la misère des habitants des régions minières. D'après les études de la Contraloría General de la República concernant l'exclusion sociale, 'le taux de misère' dans les zones minières est maintenant de 64%, tandis que le taux de chômage atteint, dans certaines d'entre elles, environ 50%.

La situation des droits de l'homme en Colombie est une des plus mauvaises du monde. Suivant Amnesty International, 90% des violations des droits en Colombie se produisent dans les districts pétroliers et miniers. Dans ces régions, il y a eu 433 massacres au cours de 8 années. Dans les six départements miniers, le nombre des homicides a augmenté de plus de 450% depuis 1995. Les travailleurs des mines figurent parmi les

principales victimes: 42% des violations des droits des travailleurs sont commises dans le secteur minier où, en moyenne, un leader syndical est assassiné chaque mois.

Les syndicats des ouvriers des mines colombiennes demandent que le gouvernement cesse de tolérer les atteintes aux droits de l'homme et la violence militaire contre des populations non armées, des travailleurs et des dirigeants syndicaux, sur lesquelles il ferme les yeux dans son empressement de frayer la voie aux sociétés minières étrangères. Ces sociétés, qui incluent Anglo American et BHP Billiton, doivent en outre arrêter immédiatement les agressions et les opérations qui sabotent la souveraineté et la viabilité du pays. Finalement, les syndicats demandent que la Banque mondiale n'interfère plus dans la législation nationale et entreprenne en revanche de réparer les impacts négatifs de ses politiques sur le peuple colombien.

*pour plus d'information visitez le site des Amis de la Terre Colombie: [www.censat.org](http://www.censat.org)*

*“Oui, je me rappelle bien cette journée-là. Il y a eu deux enfants noyés au moment du déversement, à cause de l’inondation. [...] Ce déversement nous a laissés sans moyens. Le fleuve est devenu toxique. Les animaux y allaient boire, mais s’ils le font maintenant, demain matin ils seront morts. Nous avons beaucoup de mal à trouver de l’eau pour le bétail. Le déversement et la toxicité de l’eau ont atteint aussi l’irrigation de nos cultures, de sorte qu’elles ne rendent pas autant qu’avant”.*

Un membre de la communauté parle du désastre de Mogpog, en 1993, dans l’île Marinduque.

étude de cas **deux**

compagnies **placer dome** [canada]

## rivières perdues, vies perdues

déversement de marcopper dans l’île  
marinduque, aux philippines

En amont du village de Mogpog, le fleuve empoisonné est teint de toxines multicolores. A l’arrière plan se trouvent les vestiges d’une des nombreuses digues manquées construites par la société minière Marcopper.



© rod harbinson

Le 6 décembre 1993, l’étang d’eaux usées sur le fleuve Mogpog de l’île Marinduque, dans les Philippines, a débordé à cause des eaux de crue et rompu les digues. Un déluge toxique s’est répandu dans la vallée, submergeant des villages, des terres agricoles et la ville de Mogpog, où deux enfants sont morts emportés par le courant.

Dix années plus tard, les résidents atteints par le désastre n’ont toujours pas reçu de compensation, ni de la compagnie minière Marcopper ni de son principal actionnaire, le géant minier canadien Placer Dome. La réaction de la Banque asiatique de développement, qui avait accordé à Marcopper des prêts pour un total de 40 millions de dollars US grâce à la garantie de Placer Dome, a consisté à courir après son argent et à ignorer la situation catastrophique des habitants de Marinduque.

### rivières perdues, vies perdues

La journée en question a laissé un lourd héritage. Le fleuve Mogpog serpente entre une forêt tropicale luxuriante et des terres agricoles naguère abondamment productives. Autrefois le centre de la vie sociale, de l’alimentation et de la subsistance, le fleuve est maintenant un cocktail de déchets chimiques où rien ne vit, et la population a appris à rester à l’écart de ses eaux toxiques. “Cet endroit était un paradis avant l’arrivée de Marcopper”, a dit Manong Fred, du village Magapua, en décrivant comment l’inondation avait balayé sa cuisine au rez-de-chaussée, et empoisonné ses cultures.

Pour incroyable que cela paraisse, ce déversement n’était pas le premier dans l’île, et il n’a pas été le dernier. La baie de Calancan avait été contaminée par 84 millions de tonnes de résidus miniers déchargés là entre 1975 et 1988. Lorsque le vacarme des résidents a finalement fait arrêter

L'eau contaminée s'écoule de l'étang d'envasement créé pour éviter une nouvelle rupture de la digue après la catastrophe de 1993. Des rapports d'inspection indépendants ont signalé que la nouvelle digue risque elle aussi de s'effondrer.



### une époque dangereuse pour les activistes des mines aux philippines

Les institutions financières internationales ont joué un rôle déterminant dans la mise en place d'un 'régime favorable à l'investissement' aux Philippines. La loi minière philippine de 1995, adoptée sous la pression de la Banque asiatique de développement, permet aux grandes sociétés d'exploiter jusqu'à 81 000 hectares par concession, et de demander plusieurs concessions. Elles peuvent opérer pour une période de 25 ans, renouvelable pour 25 années supplémentaires. Suivant les termes de l'accord, les compagnies ont le plein droit d'utiliser l'eau et le bois dans les terrains alloués, privant ainsi les communautés locales de l'accès à ces ressources essentielles. Parmi d'autres mesures d'incitation, elles bénéficient d'une période d'exemption d'impôts de six ans, de l'importation hors taxes des biens d'équipement, du rapatriement des capitaux et des profits, du versement de prêts, de promesses de contrat, de garanties contre l'expropriation et la réquisition de l'investissement, et d'une confidentialité absolue.

La loi sur les mines a suscité une affluence massive de sociétés minières. Les activités minières se déroulent aux Philippines dans un contexte de militarisation et de violations des droits de l'homme. Depuis avril 2001, au moins 30 civils non armés auraient été tués par des membres de l'unité territoriale des forces de défense civile (CAFGU) ou par les Forces armées des Philippines (AFP). Trois d'entre eux étaient membres de Karapatan, importante organisation de défense des droits de l'homme. Vingt-sept autres activistes, presque tous appartenant au parti d'opposition Bayan Munan, ont également été tués, d'après le Rapporteur spécial de la Commission des Nations unies pour les droits de l'homme.

Le gouvernement des Philippines a formulé sa politique minière nationale en décembre 2002, en application de son engagement international pour le développement durable. Pourtant, cette politique se contente de promouvoir "l'autorégulation et des approches non réglementées de la protection de l'environnement". Tout en mentionnant le "principe du pollueur payeur", elle n'exige que le paiement de cinquante pesos (1 \$US) par tonne de rejets déchargés sans autorisation dans l'environnement. La politique ne défend pas les droits des communautés de refuser les activités minières afin de maintenir la paix et l'harmonie.

financement **banque asiatique de développement** | **banque japonaise de coopération internationale**

cette pratique (qui est illégale au Canada, le pays d'origine de Placer Dome), la compagnie minière a commencé à utiliser le puits abandonné de la mine Tapani comme dépotoir 'temporaire', sans entreprendre aucune évaluation environnementale.

En mars 1996, les eaux de mine ont commencé à filtrer d'un tunnel d'écoulement mal colmaté dans le puits de Tapani vers les fleuves Makulapnit et Boac. Pendant les cinq jours qui ont suivi, trois millions de mètres cubes de boues ont inondé les fleuves et tué toute la vie aquatique. Une mission technique d'évaluation des Nations unies a déclaré que "la dégradation du système fluvial de Makulapnit et Boac est si grave qu'elle doit être considérée comme une catastrophe environnementale". L'enquête menée au sujet du déversement toxique a révélé que Placer Dome avait ignoré les normes industrielles, l'avis des experts, les lois environnementales et les directives du gouvernement.

### le calvaire des compensations

En 1997, Placer Dome a essayé d'éluder ses créanciers et ses dettes en transférant les actions de Marcopper à MR Holdings, une société fantôme inscrite dans le paradis fiscal des îles Cayman. Par la suite, Placer Dome a transféré à MR Holdings la propriété de tous ses biens et capitaux, y compris les droits d'extraction, dans l'intention de rouvrir la mine lorsque les remous se seraient calmés.

Dans la frénésie d'éviter que son prêt ne s'évapore en indemnités pour les victimes du désastre, la Banque asiatique de développement s'est démenée pour obtenir que MR Holdings lui rende son argent. Mais la faillite de Marcopper étant un fait, Placer Dome et MR Holdings se font tirer l'oreille. En plusieurs occasions, LRC-KSK / Amis de la Terre Philippines ont essayé, sans succès, de déposer une citation du tribunal dans les

bureaux 'boîte à lettres' des compagnies à Manila. Quant aux villageois, ils s'accordent pour dire que la réhabilitation du fleuve est prioritaire. L'un des plaignants du village de Candahon a déclaré: "Je pense que Marcopper et Placer Dome doivent réparer tous les dégâts qu'elles ont causé et restaurer le fleuve dans l'état où il était avant leur arrivée. Elles devraient compenser tous ceux qu'elles ont lésés." Les demandes des villageois sont modestes: ils veulent être payés pour la perte de leurs bestiaux, de leurs récoltes et de leurs possessions. Mais ils prient surtout pour la réhabilitation de leur fleuve perdu.

*pour plus d'information visitez:*

Amis de la Terre Philippines: [www.lrcksk.org](http://www.lrcksk.org)  
Mines et communautés:

[www.minesandcommunities.org/Company/placerdome1.htm](http://www.minesandcommunities.org/Company/placerdome1.htm)